

THE CARTER CENTER



LE CENTRE CARTER

Approches inclusives de prévention de l'extrémisme violent

5^e rapport sur l'atelier du groupe de la phase I

Mars 2018

Sommaire exécutif

Le Centre Carter a organisé son cinquième atelier de travail en Suisse les 20 et 21 mars 2018, s'appuyant sur les quatre rencontres précédentes axées sur le projet « Approches inclusives de prévention de l'extrémisme violent ». Le même groupe composé de 20 leaders communautaires et religieux musulmans provenant de Belgique, de France, du Maroc et de Tunisie est retourné en Suisse dans le but clair de finaliser les propositions de leurs projets locaux de prévention de l'extrémisme violent. Ces projets sont le fruit des compétences acquises et des expériences partagées au cours des quatre premiers ateliers. Ayant développé plus de 60 projets dans de multiples secteurs, y compris les médias en ligne, la sensibilisation religieuse et l'engagement des jeunes, les participants ont décidé d'incarner leurs diverses initiatives dans des projets nationaux d'envergure. Le Centre Carter a récompensé chacun des quatre projets nationaux en offrant des mini-subsventions de 10 000 \$ en tant que capital d'amorçage. Ces mini-subsventions ont stimulé le vif désir des participants d'améliorer davantage la vision, les objectifs et les activités de leurs projets potentiels.

Au cours de l'atelier de deux jours qui a eu lieu en mars, les projets présentés par les participants ont évolué sous la direction de Marsha Base, la conseillère du Centre Carter en matière de conception, de suivi et d'évaluation, qui a aidé à mieux cibler les propositions. Ce travail a été complété par la contribution d'autres experts dans les domaines de la stratégie politique et l'établissement des coalitions, des communications liées à l'image de marque, et de la résolution des conflits dans la région MENA. Ayant déjà établi des relations de confiance au cours des quatre ateliers précédents, les participants ont été motivés par la possibilité de guider un nouveau groupe de leaders religieux et communautaires et, éventuellement, de les rencontrer pour partager les

leçons tirées. Cela permettra, en temps voulu, que le Centre Carter se retire tout en étant pleinement confiant que les projets de prévention de l'extrémisme violent se développeront sous une direction locale.

Aperçu du projet et leçons tirées : étendre la portée du travail

Houda Abadi, directrice adjointe du Centre Carter, a animé une séance interactive sur les effets de la perte territoriale de Daech et la montée de l'islamophobie en Occident. Depuis que le groupe s'est réuni en mars 2017, la production médiatique de Daech a considérablement diminué. Par rapport à un pic de 30 nouvelles vidéos de propagande diffusées chaque mois en 2015, le nombre des vidéos de Daech a diminué à 13 par mois en 2017. Au cours des premiers trois mois de 2018 combinés, 15 vidéos au total ont été diffusées. Ce changement de quantité a été accompagné d'un changement de contenu. En 2018, aucune vidéo glorifiant les services sociaux dudit califat n'a été montrée. En revanche, l'on a enregistré une augmentation remarquable du pourcentage de vidéos qui contiennent de forts arguments religieux (27 %) et de celles qui défendent les opérations militaires (67 %). Les participants ont affirmé que les changements constatés dans les discours de Daech supposent une évolution du travail des participants.

Afin de familiariser les participants avec le nouveau style et la nouvelle substance de la propagande de Daech, les participants ont été invités à analyser une vidéo récente. Ils ont constaté que Daesh appelle maintenant à la perpétration d'attaques isolées, contrairement à l'époque des grands gains territoriaux pendant laquelle elle exigeait l'émigration en Irak et en Syrie. En ce qui concerne un problème connexe, Dr Abadi a averti que le retour des combattants étrangers de Daesh dans leur pays d'origine présenterait un défi important et imminent pour le travail de tous les participants. Un programme de réhabilitation et de réintégration auquel participeront les communautés doit être conçu pour répondre à des contextes locaux spécifiques et à des cas individuels.

En parallèle, une normalisation de l'islamophobie a été enregistrée aux Etats-Unis et en Europe. Le nombre des groupes de haine contre les musulmans aux Etats-Unis a augmenté pour la troisième année consécutive, alors que l'administration américaine actuelle continue de promouvoir une rhétorique et des politiques islamophobes. Le Centre Carter donne autant d'importance au combat de toutes les formes d'extrémisme violent qu'à la lutte contre Daesh. Daech et l'islamophobie sont les deux faces d'une même médaille. Pour contrer la montée de l'islamophobie, le Centre Carter a organisé une discussion sur « Les différentes facettes de l'extrémisme : montée de la suprématie blanche » et a collaboré avec le Council on American-Islamic Relations et le Southern Poverty Law Centre. En outre, le Centre Carter a organisé un colloque sur l'islamophobie en septembre 2017 et a dénoncé cette vague dans une déclaration publique. Un manuel à paraître sur le phénomène de l'islamophobie mettra l'accent sur son caractère systémique et soulignera le fait que l'islamophobie n'est pas une question liée à l'islam, mais plutôt une question liée aux droits de l'Homme.

Stratégies politiques et sociales pour le changement et l'action

L'Ambassadeur Ebrahim Rasool, l'ancien ambassadeur de l'Afrique du Sud aux Etats-Unis et fondateur d'Un monde pour tous (World for All Foundation), a jeté les fondements théoriques pour la conception et la méthodologie des projets élaborés par les participants. Il leur a rappelé qu'il est essentiel de vivre selon les objectifs, ou *maqasid*, de l'Islam pour relever les défis contemporains. Rasool a incité les participants à devenir des leaders stratégiques pour qu'ils puissent vaincre les leaders populistes qui ont recours à des discours nostalgiques ou démagogiques. Les leaders stratégiques sont capables de transformer une série d'actions (de tactiques) aléatoires et fragmentées en vision (stratégie) cohérente et ciblée. Rasool a chargé les participants de discuter en groupe de la meilleure façon de traiter deux grandes questions - la perte territoriale de Daesh et la montée de la suprématie blanche - à ce moment précis de l'histoire. Les participants ont réfléchi aux impacts, dangers, opportunités et mesures nécessaires qui sont liés à ces deux questions. Les leaders stratégiques ne se focalisent pas sur les dangers, mais recherchent plutôt les opportunités qui se présentent.

Rasool a suggéré que l'interrègne actuel – la période de temps pendant laquelle Daesh s'adapte à la défaite de son califat physique et l'Occident rajuste son approche à l'extrémisme violent – représente une occasion unique qui permet aux participants de transmettre leur message : « Lorsque la crainte se dissipe, les gens peuvent écouter. » En tant que leaders stratégiques, ils peuvent davantage tirer parti de leur interrègne pour élargir leur cercle d'influence. Leur cercle central (leur zone de contrôle immédiate) peut être étendu pour créer des coalitions. Ainsi, ces coalitions peuvent inspirer des individus et des groupes éloignés, grâce à l'utilisation efficace des médias et des communications. Rasool a prévenu les participants que la cohésion interne est aussi importante que la sensibilisation externe. Il est en effet hypocrite de prêcher un message d'inclusion si l'on trouve toujours des exemples d'exclusion à l'intérieur de la zone de contrôle de la communauté. À la suite de cela, Rasool a encouragé les participants à réfléchir aux stratégies qu'ils ont utilisées ou utiliseront dans le cadre de leurs projets pour surmonter les divisions idéologiques au sein de leurs propres communautés. Les participants ont été également incités à assurer l'inclusion et la responsabilisation des jeunes et des femmes dans le cadre de leur travail.

Exploitation du pouvoir des médias pour la construction d'une image de marque robuste et crédible

Nada Fornier, directrice des communications de la marque Procter & Gamble, a proposé aux participants des tactiques pour composer des histoires attrayantes et réaliser ainsi un changement social. Les histoires efficaces sont fondées sur l'approche « qui-quoi-comment » : qui a été ciblée; quel est le contenu de l'histoire; comment le public est-il atteint? Ces messages peuvent gagner en importance grâce à la participation de ceux qu'on appelle les influenceurs. Les influenceurs rationnels tels que les médias d'information, les académiciens et les politiciens ciblent le cerveau du public. Les influenceurs émotionnels comme les célébrités, les médias de divertissement et les

icônes culturelles ciblent le cœur du public. Fornier a exhorté les participants, qui sont eux-mêmes des influenceurs locaux, à associer leurs projets à d'autres personnalités et organisations avec un capital social local. De très grandes personnalités peuvent même être convaincues de soutenir un projet pro bono, si ce dernier est pertinent, crédible et opportun. La présence de ces influenceurs garantira que leur public cible s'intéressera au message du projet et le partagera.

Consciente que de nombreux projets proposés envisageaient la création d'une plateforme en ligne, Fornier a averti les participants que la plupart des consommateurs des médias en ligne n'ont pas directement accès à un site Web en tapant l'adresse du site. Ils ont plutôt accès aux sites Webs par l'intermédiaire de liens, de Google ou de réseaux sociaux. Par conséquent, elle a invité les participants à employer des mots-clés pour promouvoir leurs sites Web; ceci améliorera le positionnement du site dans les résultats des moteurs de recherche.

Les messages circuleront aussi beaucoup mieux s'ils sont positifs - l'espoir vend. Cela a vivement été démontré aux participants au cours de l'analyse de deux différentes vidéos de campagne. La première documentait le projet d'une jeune femme contre la MGF en Afrique de l'Est. Bien que la question soit délicate, elle a été traitée de manière positive et la vidéo a étayé l'histoire marquante par des statistiques. Les participants ont été impressionnés par le fait que la campagne a été réalisée avec des ressources très modestes surtout qu'elle a répondu à un besoin clair et fait preuve de flexibilité et de pragmatisme. La seconde vidéo portait sur un appel à l'aide pour la Syrie lancé par le HCR. Toutefois, cette vidéo présentait une version complètement différente d'une histoire sinon familière et gravement tragique : cette histoire était chargée de notes d'optimisme et d'images fortes qui touchent le subconscient et qui inspirent ainsi le public.

Conception, suivi et évaluation (CSE) et propositions de projet

Marsha Base, la conseillère CSE du Centre Carter, a aidé les participants à peaufiner leurs propositions de mini-subventions en créant des objectifs robustes, en planifiant des activités et en développant des mécanismes permettant d'évaluer et de mettre en lumière le succès. Base a rappelé aux participants qu'elle assumerait uniquement le rôle de « guide accompagnatrice » et qu'ils devraient donc eux-mêmes assumer la direction du projet et maintenir leur dynamisme.

L'établissement des objectifs robustes a commencé lorsque les participants ont cherché à traduire l'essence de leur vision. La vision a été peaufinée jusqu'à ce qu'elle devienne un objectif SMART (spécifique, mesurable, réalisable, pertinent et assorti d'un délai précis). Base a ensuite prodigué ses conseils pendant que les participants élaboraient des activités susceptibles de soutenir leur vision et leurs objectifs SMART. Ils ont décomposé leurs activités de projet en désignant les activités primaires, les acteurs clés (partisans et/ou opposants), les changements prévus qui résulteront de ces activités planifiées et les hypothèses sous-jacentes.

Proposition de projet de la Belgique

La Belgique a le plus grand nombre de recrues de Daech par habitant. Le projet « 1 000 jeunes pour un changement positif » concerne les jeunes qui sont aujourd'hui et resteront à l'avenir un moteur de changement et qui inspirent leurs pairs et les immunisent contre la propagande de Daech et l'islamophobie. Son objectif est de former 1 000 jeunes hommes et femmes d'ici 2020. Il est possible d'accéder aux 1 000 jeunes par l'intermédiaire du modèle de la « formation de formateurs ». Les jeunes apprendront comment collaborer avec les organisations de la société civile, les politiciens et les autres acteurs au sein de leurs communautés locales. Ils bénéficieront d'une formation médiatique technique et auront les capacités nécessaires pour déconstruire les discours haineux. Les formulaires d'évaluation pré-formation et post-formation permettront de mesurer les progrès réalisés. Le suivi qualitatif sera assuré par les groupes de discussion. Le suivi quantitatif découlera du suivi des activités et des points de vue uniques sur les plateformes de discussion en ligne.

Proposition de projet de la France

Le projet « Une société pour tous et par tous » est une approche à trois volets qui traitent l'islamophobie et le terrorisme de Daech. Ces volets sont : 1) des colloques à Annecy, à Roubaix et à Brest; 2) le développement de sites Web et de réseaux sociaux; et 3) le soutien des convertis musulmans et de leurs familles. Ces activités seront fondées sur les trois piliers suivants : 1) informer les participants et les communautés locales de la réalité de l'islam; 2) former les participants aux outils nécessaires; et 3) agir et offrir des solutions réelles.

Proposition de projet du Maroc

La vision du groupe était de restaurer l'espoir et l'harmonie en formant des jeunes personnes productives qui ont du respect pour les autres. Les participants marocains ont prévu de former 30 jeunes hommes et femmes entre 25 et 40 ans à devenir des leaders des droits de l'Homme et des leaders religieux. Un an après cette formation, chaque membre de ce groupe formera à son tour 10 jeunes, ce qui entraînera un total de 30 leaders et de 300 jeunes habilités. Par l'intermédiaire d'une plateforme en ligne, la formation fournira les outils nécessaires pour comprendre les textes religieux et développer des compétences liées à la communication et aux réseaux sociaux. Le groupe marocain a déclaré en toute confiance que la mini-subvention du Centre Carter sera soutenue par les promesses de financement de partenaires locaux. La présentation s'est achevée en assurant qu'ils jouissent désormais d'une plus grande crédibilité locale et qu'ils auront donc un impact plus considérable sur le terrain.

Proposition de projet de la Tunisie

La Tunisie a été le premier pays à réussir une transition démocratique après le printemps arabe. Toutefois, de nombreux soldats, civils et touristes ont également trouvé la mort entre les mains de Daech en Tunisie. Pour empêcher les jeunes hommes et femmes de rejoindre les rangs de groupes extrémistes et réhabiliter ceux qui retournent chez eux, le projet « La volonté de vivre » propose de développer une plateforme électronique qui permette d'améliorer la collaboration et l'échange

d'informations entre les jeunes. La Tunisie a occupé la 10^e place en Afrique quant au nombre des utilisateurs d'Internet. ¹ Les participants ont noté que les jeunes Tunisiens sont plus connectés et mobiles que jamais. A titre d'exemple, 68 % des utilisateurs de Facebook en Tunisie sont des jeunes, ² ce qui représente une ressource de valeur. Les commentaires et les témoignages tirés des plateformes en ligne seront utilisés pour minutieusement planifier les initiatives communautaires ciblées qui visent à immuniser les communautés marginalisées contre l'extrémisme violent.

Conclusions et voie à suivre

Les nouvelles compétences des participants en matière de CSE leur ont permis de traduire plus rapidement les visions de leurs projets de prévention de l'extrémisme en actions. Les participants soumettront prochainement leurs propositions de projet révisées au Centre Carter afin qu'ils puissent avoir accès aux mini-subsventions. A moyen terme, les participants de la phase 1 peuvent se préparer à la tenue d'un atelier de travail et d'un colloque avec le nouveau groupe en 2019. Ceci est une occasion pour sensibiliser des parties externes - les organisations de la société civile, les médias et les représentants de certains gouvernements - tout en renforçant la cohésion interne, étant donné que les participants peuvent continuer à tisser des liens avec des personnes musulmanes qui possèdent la même forte détermination à établir la paix au sein de leurs communautés locales.

Une approche communautaire inclusive s'avère nécessaire pour prévenir l'extrémisme violent. Les efforts actuels sont largement fondés sur des mesures de sécurité agressives, mais la recherche menée par le Centre Carter conclut que cette approche est contreproductive et augmente la pression sur des communautés déjà marginalisées et à risque. Les tentatives efficaces de prévention de l'extrémisme violent doivent en traiter toutes les formes; l'extrémisme ne distingue pas les nationalités, les couleurs ou les religions. Il est fondamental de collaborer avec des communautés et des institutions au-delà des clivages politiques et religieux, notamment les communautés conservatrices. La lutte contre l'extrémisme violent est un combat pour les droits de l'Homme et la justice sociale.

Le Centre Carter
One Copenhill
453 Freedom Parkway
Atlanta, Géorgie 30307



www.cartercenter.org

¹ <https://www.wamda.com/2013/04/12-key-statistics-on-how-tunisians-use-social-media-infographic>

² http://www.arabsocialmediareport.com/UserManagement/PDF/ASMR6_En_Final.pdf